

# L'évolution des prix en Nouvelle-Calédonie de 1995 à 2008

Entre 1995 et 2008, l'indice général des prix à la consommation en Nouvelle-Calédonie a crû de manière modérée autour de 1,6 % en moyenne annuelle, soit à un rythme voisin de celui observé en Métropole.

L'inflation observée ne semble donc pas, à première vue, à l'origine de l'apparition récente dans l'actualité calédonienne du thème de la cherté de la vie. Il faut cependant nuancer cette première analyse. Tout d'abord, sur la période, ce sont les prix des produits de consommation courante qui ont le plus fortement augmenté, d'où une inflation ressentie plus forte que l'inflation réelle. On observe, en outre, une accélération de l'inflation sur la fin de la période : en 2006 et 2008, l'inflation a atteint 2,9 % en moyenne annuelle. Cette tension a été notamment provoquée par une augmentation marquée consécutive à l'envolée des cours des matières premières agricoles et du pétrole sur le marché mondial. Au demeurant, la désinflation importée<sup>1</sup>, observée notamment depuis 2001 à travers le taux de change effectif réel, ne s'est pas répercutée sur les prix. Enfin, entre 1995 et 2008, l'analyse de l'impact de l'inflation par type de ménage montre que l'évolution des prix a eu tendance à peser sur les ménages dont la consommation de produits de base est la plus forte. En effet l'inflation impacte différemment le budget des ménages selon la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage et ce différentiel est très prononcé en Nouvelle-Calédonie : l'écart d'inflation subie atteint 0,56 % par an en moyenne entre 1995 et 2008, alors qu'en Métropole cet écart est de 0,16 % soit 3,5 fois moindre<sup>2</sup>.

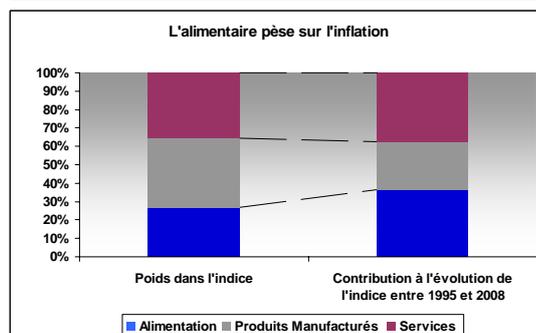
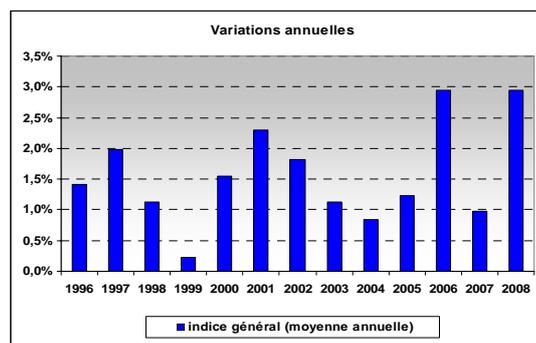
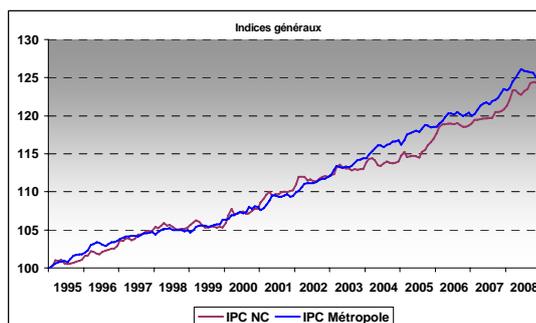
## UNE INFLATION GLOBALEMENT MODERÉE SUR LA PÉRIODE

Sur la période 1995-2008, l'inflation est restée assez modérée avec une croissance annuelle moyenne de 1,6 %. Elle connaît toutefois une forte accélération en fin de période avec un glissement annuel de 3,7 % en 2008 en lien avec la hausse des cours mondiaux, en particulier des produits alimentaires et des hydrocarbures.

La plupart des variations annuelles moyennes de l'indice général des prix sont comprises entre 1 % et 2 %, ce qui confirme la tendance modérée de la croissance des prix en Nouvelle-Calédonie<sup>3</sup> sur l'ensemble de la période. Cependant, il est intéressant d'analyser plus en détail les évolutions sous-jacentes à l'indice général afin d'observer quels ont été, sur les 14 dernières années, les postes qui ont tiré l'inflation vers le haut et les postes les plus modérateurs de l'inflation. Ce travail de ciblage est essentiel pour orienter, notamment, une politique de maîtrise des prix.

### L'inflation par grands postes de consommation

Détaillée par grands postes de consommation, la hausse des prix la plus forte est celle des produits alimentaires qui atteint une croissance de près de 31 % sur la période 1995-2008, soit plus de deux fois celle des produits manufacturés (+15,4 %). Cette hiérarchie se retrouve en France métropolitaine, mais sur des rythmes plus modérés puisque la hausse des prix des produits alimentaires y a atteint 25 % sur la période tandis que les prix des produits manufacturés n'ont augmenté que de 8,8 %. Seul le poste des services enregistre une hausse de prix plus forte en Métropole (30 %) qu'en Nouvelle-Calédonie (+23,5 %).



Source : ISEE

<sup>1</sup> Du fait de l'augmentation du pouvoir d'achat du franc pacifique par rapport aux devises des pays fournisseurs de la Nouvelle-Calédonie.

<sup>2</sup> Source : « Indices des prix selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage 1996-2007 », Insee.

<sup>3</sup> Voir « Les défis de la croissance calédonienne », étude CEROM, 2008.

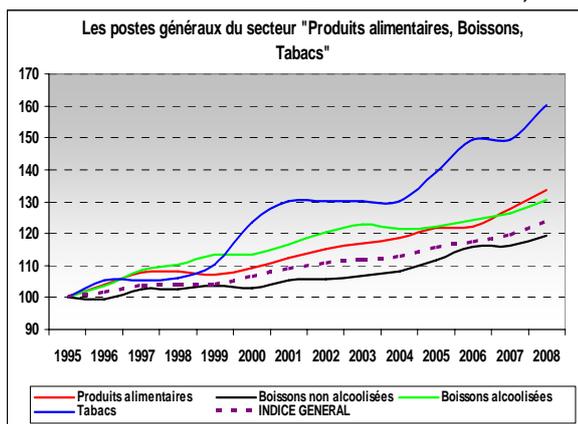
## L'ALIMENTAIRE : DES HAUSSES QUI ONT CONTRIBUÉ A L'INFLATION

L'analyse des composantes de l'inflation fait apparaître des évolutions différentes par poste. L'indice des prix dans les services est le plus proche de l'indice moyen (+1,7 % en moyenne annuelle contre +1,6 %) et ses variations annuelles sont les moins contrastées (0,6 % d'écart-type<sup>4</sup> contre 1,3 % pour l'alimentation). En revanche, les pics d'inflation les plus élevés sont quasiment tous le fait du secteur alimentaire (deux pics à près de 4 % en 1997 et 2008 et deux pics à plus de 3 % en 1996 et 2006).

### Les postes « Produits alimentaires, Boissons, Tabac »

Produit particulier de par la formation de son prix<sup>5</sup>, le tabac a augmenté fortement (+7,2 % en moyenne annuelle soit +60 % au total sur la période).

L'inflation dans les autres principaux postes du secteur « Produits alimentaires, Boissons, Tabac » est moins marquée. Elle reste cependant supérieure à l'inflation globale pour les boissons alcoolisées et les produits alimentaires (supérieure à 2 % en moyenne annuelle entre 1995 et 2008 soit +36 % au total). Le poste « produits alimentaires » a évolué comme en Métropole (+2,3 % contre +2,1 % en moyenne annuelle). Les prix des boissons non alcoolisées croissent plus modérément (+1,4 % en moyenne annuelle), notamment celui de l'eau minérale qui augmente moins qu'en Métropole (+1,2% contre +1,4 % en moyenne annuelle). Toutefois, les jus de fruits et de légumes tirent le poste vers le haut (+2,4 % en moyenne annuelle sur la période avec une accélération à +3,9 % sur l'année 2008).



### Les postes alimentaires les plus inflationnistes

Les produits alimentaires les plus inflationnistes sont pratiquement tous des produits de base. Le poste « Pain et Céréales » est le plus inflationniste, avec une hausse annuelle moyenne de 4,3 % (soit plus du double de l'inflation globale pour un total de +72 % ; +103 % pour le pain dont le prix a été libéré en juin 1996) et de près de 10 % en 2008. Par comparaison, en Métropole, le poste « Pain et Céréales » a enregistré une inflation annuelle moyenne de +2 % sur la période avec une accélération en fin de période plus mesurée qu'en Nouvelle-Calédonie (+4,8 % entre décembre 2007 et décembre 2008).

Le poste « Huiles et graisses » enregistre la plus forte augmentation entre 2007 et 2008 (+16,9 % entre décembre 2007 et décembre 2008). Sur l'ensemble de la période, ce poste est également un des plus inflationnistes avec +4,2 % en moyenne annuelle et +70 % en cumulé.

L'augmentation des prix des produits laitiers et des crustacés, bien que moins élevée, reste nettement supérieure à l'inflation globale tant sur la période (respectivement +3 % et +2,1 % en moyenne annuelle) que sur l'année écoulée (respectivement +5,8 % et +8 %). En Métropole également, les produits laitiers et les crustacés connaissent des hausses supérieures à la moyenne

sur la période (respectivement +2,3 % et +2,6 % en moyenne annuelle).

Trois produits sont présents à la fois dans les huit produits alimentaires qui enregistrent les plus fortes hausses de prix sur l'ensemble de la période et sur l'année écoulée : il s'agit du riz, du pain, du beurre, produits de base dont la forte inflation pénalise particulièrement les revenus les plus modestes. Ces produits ont enregistré une inflation moyenne de trois à cinq fois supérieure à l'inflation globale. En 2008, la hausse des prix de ces produits a été vive, avec des taux annuels qui approchent voire dépassent largement les 10 %.

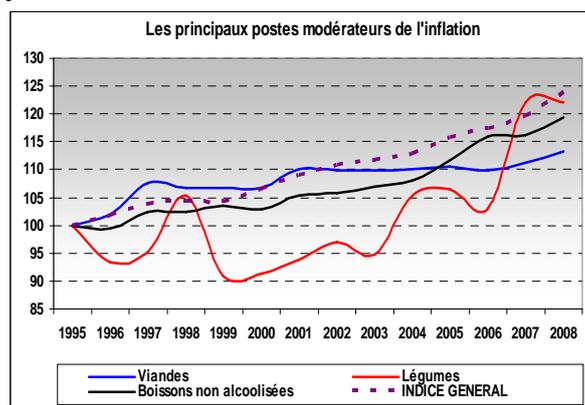
### Classement des huit produits alimentaires les plus inflationnistes

Produit	En variation annuelle moyenne entre 1995 et 2008	Produit	En variation annuelle entre 2007 et 2008
Thés et infusions	8,0%	Riz	40%
Pain	5,6%	Huile alimentaire	24%
Beurre	5,4%	Beurre	17%
Riz	5,1%	Fruits frais	13%
Margarine et autres graisses	4,6%	Pâtes alimentaires	12%
Chocolat en poudre	3,9%	Farine, semoules, céréales	9%
Yaourts	3,9%	Crustacés	8%
Chocolat en tablette	3,8%	Pain	7,3%

Entre 2007 et 2008, la poussée inflationniste générale a été fortement stimulée par la hausse des prix des produits alimentaires. Le prix du riz est symptomatique de cette tendance avec une croissance supérieure à 40 % sur un an, après des années de faible hausse (+1,8 % seulement entre 1995 et 2006). Cette accélération récente de l'inflation se reflète également dans le prix des pâtes alimentaires, avec près de 12 % d'augmentation sur l'année 2008 (contre « seulement » 3 % en moyenne). En Métropole, le prix des céréales augmente faiblement sur la période (+1,1 % en moyenne annuelle soit +14 % sur la période) avec une accélération en fin de période (+7,4 % entre 2007 et 2008).

### Les postes alimentaires les plus modérateurs

En moyenne annuelle, l'augmentation des prix sur les trois postes alimentaires « Viandes », « Légumes » et « Boissons non alcoolisées » est inférieure à l'inflation globale (respectivement +1 %, +1,5 %, +1,4 %). La forte variabilité des prix des légumes est le résultat d'une production locale elle-même très variable : les phases d'augmentation des prix correspondent aux années médiocres pour la production de légumes, comme le confirme l'analyse statistique de la relation entre l'évolution de l'indice des prix des légumes et l'évolution des quantités commercialisées sur le marché de gros. Alors que l'inflation sur ce poste était plus faible que la hausse de l'indice général jusqu'en 2003, elle s'est accélérée sur la fin de la période pour se rapprocher de la hausse moyenne.



<sup>4</sup> L'écart-type permet ici d'évaluer les écarts de prix par rapport à la tendance moyenne ce qui revient à calculer la volatilité des prix.

<sup>5</sup> Le prix du tabac est fixé par arrêté, il répond à des logiques fiscales et de santé publique.

## LES AUTRES BIENS ET SERVICES : DES ÉVOLUTIONS CONTRASTÉES

### Baisse des prix dans l'habillement

Les prix du poste « Articles d'habillement » baissent de 2 % en moyenne annuelle entre 1995 et 2008. Ce repli s'accélère sur la période récente (-6 % en moyenne annuelle entre 2005 et 2008). En Métropole, les prix sur ce poste stagnent (moins de 3 % de croissance totale sur la période). Ces évolutions peuvent s'expliquer par la place croissante de la Chine parmi les fournisseurs dans le secteur de l'habillement, qui exerce une pression à la baisse. Les importations de vêtements en provenance de Chine ont, en effet, été multipliées par près de 4 entre 2000 et 2008 passant de 130 à 480 tonnes.

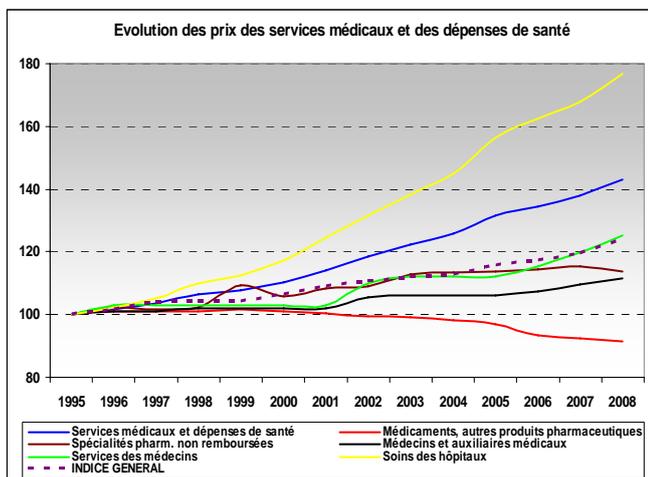
### Inflation faible pour les biens et services liés à l'habitat (hors loyers)

L'indice des prix du poste des biens et services liés à l'habitat (eau et équipement de la maison) a connu une croissance modérée sur la période 1995-2008, à +1 % en moyenne annuelle (+13 % au total) soit 0,6 point de moins que l'indice global. L'évolution sur la période récente (2005-2008) n'échappe pas à l'accélération de l'inflation générale, avec une variation annuelle moyenne supérieure à 2 %. L'évolution en Métropole est sensiblement la même sur ce poste.

Seuls deux postes enregistrent une forte hausse de prix dans ce secteur. La plus forte hausse se retrouve dans la distribution d'eau dont le prix a doublé sur la période, en raison de la répercussion des coûts de développement d'infrastructures publiques coûteuses. De même, les prix de la « Location et réparation d'appareils ménagers » augmentent significativement entre 1995 et 2008, en particulier en fin de période (+3,3 % en moyenne annuelle soit +52 % au total). La forte augmentation du SMG depuis 1995 a renchéri le coût final de ces services, fortement consommateurs de main d'œuvre. La mise en place de la Taxe de Solidarité sur les Services (TSS) en 2002 et son augmentation en 2006 sont aussi des éléments d'explication.

### Évolution contrastée dans le domaine de la santé

Les évolutions de prix apparaissent très disparates pour ce poste. Les « Services médicaux et dépenses de santé » connaissent des hausses assez fortes avec une croissance annuelle moyenne des prix de 2,8 % entre 1995 et 2008, soit une augmentation totale de 43 % sur la période. Au contraire, les prix sur ce poste stagnent en Métropole avec une croissance annuelle moyenne de 0,4 % pour une inflation totale de 4 %. Les soins hospitaliers, avec une inflation annuelle moyenne de 4,5 % (+77 % au total), ont le plus augmenté dans ce secteur. La modernisation des techniques de traitement et le développement de soins lourds, auparavant délégués à d'autres géographies telles que l'Australie ou la France métropolitaine, expliquent en partie cette évolution.



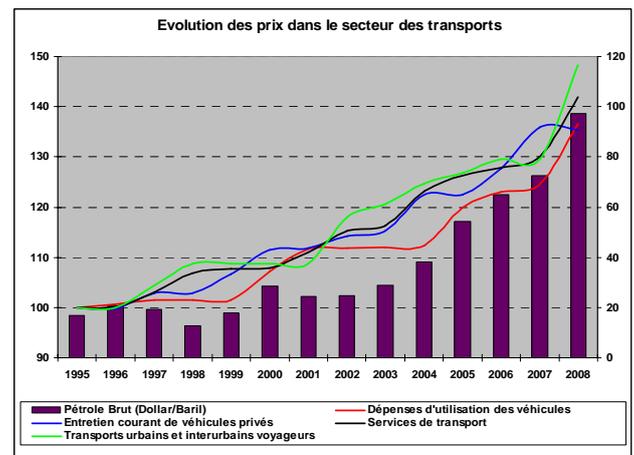
Les prix des médicaments ont connu des évolutions contrastées. Tandis que les spécialités pharmaceutiques non remboursées ont enregistré une inflation de 1 % en moyenne annuelle entre 1995 et 2008 (+14 % au total), le prix des médicaments (dont les

médicaments remboursés) a baissé (-0,7 % en moyenne annuelle), en particulier sur la période récente (-1,8 % entre 2004 et 2008).

### Des coûts de transport grevés par les prix du pétrole

Entre 1995 et 2008, ce poste a enregistré une hausse plus forte (+2,7 % en croissance annuelle moyenne et +42 % en cumulé) qu'en Métropole (+2 % en moyenne annuelle et +24 % en cumulé).

Les évolutions de prix sur les différents produits de ce secteur sont assez homogènes. Cette tendance commune résulte de la forte dépendance aux évolutions des prix des hydrocarbures. Le prix du baril de pétrole a augmenté de 3,4 % en moyenne annuelle, soit +55 % au total sur la période. Il faut noter que la réforme intervenue en 2006 sur le mode de fixation des prix a permis de supprimer les effets « marche d'escalier » avec des variations pouvant atteindre 8 % entre deux révisions, tout en collant plus étroitement aux prix du marché.



L'accélération, en fin de période, de la hausse des prix des hydrocarbures (+14,3 % sur l'année écoulée) a eu de fortes répercussions sur les autres postes. C'est notamment le cas, sur l'année écoulée, des services de « Transports urbains et interurbains des voyageurs » (+3,1 % en moyenne annuelle et +14,5 % sur l'année écoulée).

Les prix dans les télécommunications décroissent très légèrement sur la période (-0,8 % en moyenne annuelle soit une baisse totale de 10 %). Après une augmentation entre 1998 et 2002 (+10,4 %), on constate une baisse significative jusqu'à 2008 (-18,8 %).

### Evolutions différenciées dans les services aux ménages

Les prix sur le poste « Appareils et accessoires récréatifs » sont globalement décroissants sur la période (-0,5 % en moyenne annuelle et -6 % au total). Le matériel vidéo est la catégorie de produits qui a connu la plus forte baisse (-2,7 % en moyenne annuelle et -30 % en 14 ans) du fait de la forte croissance de la demande et du développement conséquent de ce marché. Les postes « Loisirs, spectacles et culture » et « Livres, quotidiens et périodiques » enregistrent de faibles hausses de prix (respectivement +0,8 % et +1,1 % en moyenne annuelle). Deux produits culturels ont augmenté plus rapidement que l'inflation générale : le cinéma et les revues, au même taux annuel moyen de 2,2 % (contre respectivement 1,9 % et 1,4 % en Métropole).

Stimulé par la progression du taux d'activité des femmes, le poste « Garderie et crèches » connaît une forte hausse des prix sur la période (+3,9 % en moyenne annuelle soit +65 % au total).

Les soins liés au bien-être sont en forte augmentation (+3,2 % en moyenne annuelle soit +51 % au total), notamment pour les hommes, comme le montre l'indice des prix des salons de coiffure pour hommes (+3,9 % en moyenne annuelle soit +65 % au total). L'augmentation du SMG dans ces services fortement consommateurs de main d'œuvre est une explication possible de l'évolution des prix.

## IMPACT DE L'INFLATION SUR LES DÉPENSES DE CONSOMMATION DES MENAGES

### Un impact différencié

L'indice des prix à la consommation mesure l'évolution moyenne des prix des produits qui constituent le panier moyen de consommation d'une population. Cette mesure peut donc masquer des évolutions très contrastées parmi les ménages en fonction de la composition de leur panier de consommation.

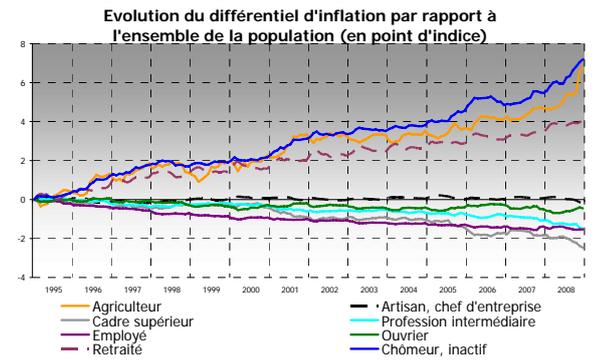
Afin d'améliorer l'information statistique et de mieux rendre compte du ressenti des ménages, l'Insee, en Métropole, a décidé de calculer des indices catégoriels (voir encadré). Les résultats qui suivent s'appuient sur la méthodologie définie par l'Insee. Comme en Métropole, l'inflation a eu, sur les dépenses de consommation des ménages, un impact différent selon la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage (CSP). Ainsi, l'inflation a davantage touché les retraités, les agriculteurs et les chômeurs, et moins les cadres supérieurs.

A titre d'exemple, l'inflation cumulée entre 1995 et 2008 a entraîné une augmentation de près de 28 % du budget de consommation de la catégorie « retraités » alors qu'elle dépasse à peine 20 % pour les cadres. Ce différentiel s'explique essentiellement par le poids de l'alimentaire, poste qui a connu une forte hausse des prix sur la période, dans chacun des deux paniers de consommation.

### Une rupture plus forte qu'en Métropole

Entre 1995 et 2008, le différentiel d'inflation maximum inter-catégoriel (entre CSP) atteint près de 10 %, soit un surplus d'inflation annuel moyen de 0,56 % par an. En Métropole, sur la période 1996-2007 le différentiel le plus important entre CSP a été estimé à 0,16 %. Il faut cependant noter que ce différentiel concernait le couple ouvrier/cadre, couple pour lequel la différence atteint 0,12 % en Nouvelle-Calédonie.

En fait, les ménages ayant subi les plus fortes augmentations de prix sur leur panier de biens sont ceux pour qui le poste alimentaire est prédominant.

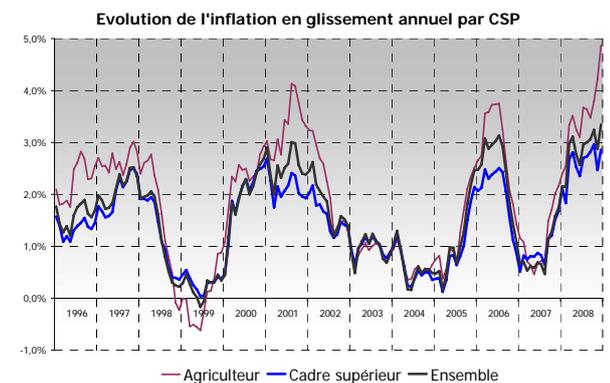


Source : ISEE, calculs IEOM

### Les pics d'inflation ont accentué les différences

Une analyse des évolutions en glissement annuel nous montre également que les périodes de tension sur les prix ont accentué les différences entre catégorie.

Ce différentiel est particulièrement marqué en 2008 où l'écart d'inflation atteint 2 % entre les extrêmes. Une des causes majeures de cette évolution tient au fait que les pics d'inflation impactent plus fortement les produits de consommation de base.



Source : ISEE, calculs IEOM

### Définition de l'analyse

L'analyse porte sur la période allant de janvier 1995 à décembre 2008. Les calculs sont basés sur les enquêtes de 1991 et de 2008 réalisées par l'ISEE et évaluant le budget de consommation des ménages. Elle prend en compte 87 postes de consommation. Pour chaque catégorie de ménages, un indice de prix est évalué en prenant les pondérations issues des deux enquêtes budget-consommation, en réalisant une extrapolation linéaire des pondérations entre ces deux périodes (calculs IEOM, référence Insee « Indices des prix à la consommation par catégories de ménages 1996-2006 », Insee, document de travail N°F0606, novembre 2006).

Cette analyse vise à étudier l'impact des différences de structure de consommation sur la mesure de l'inflation, en présentant des calculs d'indices particuliers sur la période 1995-2008 spécifiques à certaines catégories de ménages.

### CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Sur quatorze années, l'inflation en Nouvelle-Calédonie s'avère proche de celle de la Métropole même si, dans le détail, les contributions des grands postes à l'évolution globale ont été différentes. L'inflation ressentie a sans aucun doute été plus élevée que l'inflation mesurée du fait de l'augmentation plus rapide des produits de consommation courante, notamment alimentaires. Ce ressenti a été plus fort pour les ménages dont la part consacrée à l'alimentation est plus importante. Pour autant, ces constats ne suffisent pas à répondre à la problématique de la vie chère car l'inflation est restée relativement faible sur la période.

Les produits importés hors zone euro ont, sur la fin de la période, dans l'ensemble, profité de l'appréciation de l'euro et par voie de conséquence du franc pacifique même si le gain a parfois été modéré par une plus forte inflation dans les pays fournisseurs. L'impact de ce gain a été peu visible sur l'inflation globale. Cette incohérence apparente trouve probablement son explication dans les mécanismes de formation des prix. L'analyse de ces mécanismes en Nouvelle-Calédonie est nécessaire pour éclairer le débat sur la question de la vie chère.